Position paper – Finlande, Conseil de l'Europe – 11 novembre 2026
Révision de la gouvernance de l'Union de l'énergie

La révision du règlement relatif à la gouvernance de l'union de l'énergie (EDAR) intervient dans un contexte géopolitique et climatique d'une intensité sans précédent. Entre les tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement et l'impératif absolu d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, l'Union européenne doit se structurer comme un bouclier protecteur pour ses États membres. Il est primordial d'adapter nos normes à ce défi commun. La Finlande souhaite mettre en avant dans le présent document sa **légitimité**, son **expertise** et ses **propositions de révision** qu'elle peut apporter dans les négociations pour guider celle-ci vers un consensus, alliant objectifs climatiques, sécurité énergétique et souveraineté des Etats-membres garantis par l'article 194 du TFUE.

Pour y faire valoir nos objectifs, nous comptons sur une qualité profondément finlandaise, incarné par le ***sisu*** ; mot finnois traduit par « courage », « ténacité », « persévérance » ou « détermination » face à l'adversité et aux défis, un véritable état d'esprit en Finlande

I- Présentation de la Finlande : légitimité dans les négociations traduite par des résultats concrets

Située sur la côte baltique, la Finlande est l'État membre le plus septentrional de l'Union européenne, avec un tiers de son territoire s'étendant au-delà du cercle polaire. Cette situation géographique confère à nos défis énergétiques une acuité particulière, marquée par des conditions climatiques rigoureuses qui engendrent une consommation d'énergie par habitant deux fois supérieure à la moyenne européenne.[1] Pourtant, loin de subir cette situation, nous nous sommes imposés comme **État pionnier en matière d'écologie** avec l'introduction de l'une des **premières taxes carbones au monde** dès 1990. Aujourd'hui, nous visons la **neutralité carbone d'ici 2035 et une réduction d'au moins 90 % de nos émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050**,[2] encadrées par notre Programme national de contrôle de la pollution (NAPCP) : nous avons adopté une **stratégie de société neutre en carbone** qui se traduit par un mix énergétique propre et diversifié et une politique ambitieuse ; 90 % de notre électricité provient déjà de sources bas-carbone, dont 37% issue de l'énergie nucléaire. Pour ce faire, deux centrales nucléaires et trois réacteurs ont été investis.[3] A travers la NAPCP, nous visons plus de 50 % d'énergies renouvelables dans notre consommation finale d'énergie d'ici 2030 (dont 30 % pour le secteur des transports). Notre législation a acté l'interdiction complète du charbon pour la production d'électricité et de chaleur d'ici 2029. Nous visons une neutralité carbone et une négativité carbone.[4]

Face aux crises géopolitiques et au retour de l'expansionnisme russe, nous avons su éliminer totalement notre dépendance historique au gaz russe dès 2022 grâce à des solutions **innovantes**, telles que le terminal flottant de regazéification de GNL développé en coopération avec l'Estonie.

Active sur la scène **internationale** à travers la protection de l'Arctique ou notre participation à la *Climate & Clean Air Coalition* (CCAC) depuis 2012 grâce à laquelle nous avons contribué à l'atténuation de carbone noir. Nous sommes convaincus que la sécurité énergétique, la protection de l'environnement et la compétitivité industrielle doivent aller de pair.[5]

[1] *Regards sur la Finlande*. (2023, 10 novembre). Enerdata. https://www.enerdata.fr/publications/breves-energie/finlande-strategie-perspectives-energetique.html
[2] *Comprendre les énergies bas-carbone en Finlande avec les données*. (2026, 20 octobre). https://lowcarbonpower.org/fr/region/Finlande
[3] Team France Export. (s. d.). État des lieux des projets nucléaires en Finlande.https://www.teamfrance-export.fr/infos-sectorielles/36977/36977-etat-des-lieux-des-projets-nucleaires-en-finlande
[4] Ministry of Economic Affairs and Employment. (2025, December 5). Energy and Climate Strategy to boost clean transition and reduce emissions. Finnish Government. https://valtioneuvosto.fi/en/-/1410877/energy-and-climate-strategy-to-boost-clean-transition-and-reduce-emissions?utm.com
[5] Climate and Clean Air Coalition. (s. d.). Finland https://www.ccacoalition.org/fr/partners/finland

II- Configuration des négociations : difficultés, priorités et alliances

Face aux crises engendrées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les conflits au Moyen-Orient, l'Union européenne **doit incarner une protection** pour les États membres, en garantissant une souveraineté, une diversification et une sécurité énergétique. **Pour que la révision de l'Union de l'énergie soit effective,** il est nécessaire de tenir compte de l'hétérogénéité des 27 tout en prônant le compromis, qui s'annonce être parfois un défi au vu des positions différentes des États-membres.

- **La question du nucléaire divise profondément les États membres**

Les 27 ne partagent pas la même vision de l'énergie nucléaire. En effet, deux alliances contradictoires existent sur la scène des négociations : les partisans du nucléaire, dont la Finlande fait partie, et les antinucléaires. Ces différentes positions semblent difficilement conciliables. Néanmoins, un **consensus est indispensable**, car le nucléaire constitue pour plusieurs États membres un levier essentiel de leur décarbonation, complémentaire des énergies renouvelables, comme en témoigne le modèle finlandais.

- **Un contexte géopolitique et climatique qui impose d'agir**

Le contexte géopolitique et climatique nous impose de revoir nos priorités. La guerre entre l'Ukraine et la Russie aux portes de l'Europe représente un danger sur le plan de la **sécurité énergétique** pour l'Union, mais aussi sur le **plan physique** pour les Etats qui partagent des frontières avec l'ennemi russe. La Finlande doit faire face, avec ses 1 340 km de frontière avec la Russie et ses infrastructures exposées en mer Baltique, à des risques sécuritaires de guerre hybride[6] qui exigent de garder une **marge de manœuvre nationale**. La révision de la gouvernance de l'Union de l'énergie doit donc concilier ses nouveaux objectifs climatiques avec la garantie de la sécurité énergétique de l'Union.

Sur le plan climatique, les conséquences du dérèglement climatique augmentent et touchent **inégalement** les différents Etats-membres. Les pays du nords tels que la Finlande sont déjà touchés par ces changements. En effet, les régions nordiques et arctiques se réchauffent deux fois plus vite que la moyenne mondiale[7], les hivers sont plus doux, les étés plus secs et chauds, ce qui expose les forêts à un stress hydrique important et un risque d'incendie de grande portée. La Finlande est composée à 70% de forêt, comme nos amis membres de *l'Alliance biomasse*, faisant de ces pays les premières cibles de ces incendies. L'union de l'Energie doit alors prendre en considération ces risques individuels, revoir nos modes de vie, de consommations et utilisation d'énergie pour être les plus **vertueux** possible et participer à l'atténuation des risques climatiques dues au changement.

- **Alliances**

La Finlande s'appuie sur un réseau de partenaires solide, construit autour de **deux piliers** : la coopération régionale avec ses voisins nordiques et baltes, et des alliances énergétiques complémentaires à travers *l'Alliance du nucléaire*, les *Amis du renouvelable* et *l'Alliance pour la biomasse.*

---

[6] Reuters. (2026, 4 janvier). *Timeline of suspected underwater sabotage in Baltic Sea*. gCaptain. https://gcaptain.com/timeline-of-suspected-underwater-sabotage-in-baltic-sea/

[7] Rantanen, M., Karpechko, A. Y., Lipponen, A., Nordling, K., Hyvärinen, O., Ruosteenoja, K., Vihma, T., & Laaksonen, A. (2022). The Arctic has warmed nearly four times faster than the globe since 1979. *Communications Earth & Environment*, *3*, Article 168. https://www.nature.com/articles/s43247-022-00498-3

III- Nos recommandations pour une union de l'Energie souveraine et en accord avec les objectifs climatiques

La Finlande tient enfin à souligner que, malgré nos différences, une même conviction rassemble les vingt-sept : l'Union européenne doit se doter d'une énergie plus propre en accord avec les ambitions climatique, tout en garantissant une sécurité et une souveraineté aux Etats dans un monde en tension. Alors, la Finlande abordera les négociations avec la volonté de rapprocher les positions et de bâtir un compromis ambitieux pour l'union. Les points suivants que nous défendons nous semblent essentiels pour une révision effective.

- **Reconnaissance du nucléaire comme Energie propre qui ne menace pas le renouvelable**

Avec l'appui de **l'alliance européenne du nucléaire**[8], dont la France est un de nos plus solide allier, nous défendons la **reconnaissance du nucléaire comme piliers de la transition** et une **comptabilisation dans le mix énergétique** comme évoqué dans l'Article 5 de la proposition de la Commission. Le nucléaire permet de suivre les objectifs climatiques et de souveraineté énergétique.

Face aux divergences au sujet du nucléaire, la Finlande soutien que **renouvelable et nucléaire ne s'opposent pas** mais qu'ils se **complètent**. L'éolien est devenu notre deuxième source d'électricité aux côtés d'un nucléaire bas-carbone. C'est cette complémentarité qui nous place parmi les États membres les plus avancés en matière d'énergies renouvelables et de décarbonation. Notre engagement dans l'alliance du nucléaire ne retire donc rien à notre engagement pour les renouvelables et laissent leurs objectifs inchangés.

- **Fixer des objectifs compatibles avec les spécificités des Etats, et non contraignants**

Une **approche proportionnée** de la réduction **progressive** des énergies fossiles. La Finlande défend une approche par la transparence et l'accompagnement solidaire des pays, qui ont chacun leurs spécificités, vers leur transitions bas-carbone. La Finlande **s'oppose à l'application de mesures contraignante**. Face à ses hivers très froids, la Finlande consomme davantage et serait pénalisée. Ainsi, nous proposerons **d'amender l'Article 9** au sujet de l'efficacité énergétique, au paragraphe 2 sur la spécificité des circonstances nationales pour y ajouter un point f sur la consommation d'électricité dans le cadre hivernal

- **Mise en avant de la sécurité des infrastructures pour une sécurité énergétique et une souveraineté de l'union**

Nous soutenons le **renforcement des interconnexions au sein des marchés de l'électricité par région** pour maintenir une stabilité des prix pour préserver la stabilité des ménages, ainsi que l'approvisionnement de l'Union. Cette mesure est soutenue par l'alliance européenne du nucléaire. La Finlande peut également compter sur les pays nordiques et baltes, avec lesquels elle partage des interconnexions depuis l'Union de l'énergie et une amitié historique.

- **Des objectifs climatiques ambitieux**

Pour une efficacité de la révision de l'Union de l'Energie face à l'urgence climatique, la Finlande soutien qu'il faille établir des **objectifs ambitieux**, dans la continuité des *Accords de Paris*, du droit européen de l'environnement et des rapports d'experts.

Pour conclure, nous souhaitons réviser ces mécanismes pour privilégier la **flexibilité** à travers la prise en compte des spécificités nationales, la **sécurité physique des infrastructures** tout en fixant des objectifs **climatiques** ambitieux pour l'Union de l'Energie.

[8] Belgique, Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.